Du Directoire au Consulat. Tome 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de L'État-Nation, Jean-Pierre JESSENNE éd. *Tome 4. L'institution préfectorale et les collectivités territoriales*. Pascal DUPUY, Jean-Pierre JESSENNE, Christine LE BOZEC éd.

Françoise Brunel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10827>

DOI : 10.4000/ahrf.10827

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Françoise Brunel, « *Du Directoire au Consulat. Tome 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de L'État-Nation*, Jean-Pierre JESSENNE éd. *Tome 4. L'institution préfectorale et les collectivités territoriales*. Pascal DUPUY, Jean-Pierre JESSENNE, Christine LE BOZEC éd. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 333 | juillet-septembre 2003, mis en ligne le 07 décembre 2009, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10827> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10827>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

*Du Directoire au Consulat. Tome 3.
Brumaire dans l'histoire du lien
politique et de L'État-Nation, Jean-
Pierre JESSENNE éd. Tome 4.
L'institution préfectorale et les
collectivités territoriales. Pascal DUPUY,
Jean-Pierre JESSENNE, Christine LE
BOZEC éd.*

Françoise Brunel

RÉFÉRENCE

Du Directoire au Consulat. Tome 3. Brumaire dans l'histoire du lien politique et de L'État-Nation, Jean-Pierre JESSENNE éd., avec la collaboration de Martine Aubry, Jacques Bernet, Pascal Dupuy, Bernard Gainot, Christine Le Bozec, Hervé Leuwers, Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, GRHIS-Université de Rouen, Préfecture de Haute-Normandie, vol. 25, Villeneuve d'Ascq, ANRT, 2001, 635 p., ISBN 2905637404, 170 FF.

Du Directoire au Consulat. Tome 4. L'institution préfectorale et les collectivités territoriales, Pascal DUPUY, Jean-Pierre JESSENNE, Christine LE BOZEC éd., avec la collaboration de M. Aubry, L. Féron, G. Galiana, Y. Marec, A. Sentilhes, S. Thibault, Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest, GRHIS-Université de Rouen, Préfecture de Haute-Normandie, vol. 26, Villeneuve d'Ascq, ANRT, 2001, 143 p., ISBN 2905637412, 120 FF.

- 1 Faisant suite aux volumes regroupant les communications présentées aux tables-rondes de Valenciennes et Lille (voir *A.H.R.F.*, 2001, n° 324, pp. 206-208), voici les actes du Colloque international organisé à l'Université de Rouen et à la Préfecture de Haute-Normandie du 23 au 25 mars 2000. Le maître d'oeuvre en est évidemment Jean-Pierre Jcssenne, épaulé par l'équipe initiatrice du projet global (J. Bernet, H. Leuwers, M. Aubry), élargie à B. Gainot, P. Dupuy, Ch. Le Bozec, Y. Marec et aux responsables des Archives départementales de Seine-Maritime et de la Préfecture de Haute-Normandie.
- 2 Dans l'avant-propos, J.-P. Jessenne rappelle (p. 20) les interrogations qui ont permis la construction de cette rencontre internationale (plus de cinquante communicants et rapporteurs). Le premier enjeu était, en faisant jouer les échelles trop méconnues de cette « France révolutionnée », de cerner les dimensions, parfois contradictoires, des comportements politiques, en particulier des comportements locaux et/ou individuels face au nouvel ordre brumairien. La deuxième préoccupation était, ensuite, de capter les dynamiques, appelons-les « circulaires », qui, entre national et local, légitiment le passage au pouvoir consulaire. Enfin, il convenait d'appréhender comment l'autorité politique issue du « premier coup d'État moderne » (Curzio Malaparte), « coup » plutôt raté dans son exécution immédiate, s'installait durablement par la redéfinition du pouvoir local et des modes de contrôle du territoire : bref, comment d'un événement aléatoire on passait à un « régime » politique nouveau. Ce dernier axe se retrouve évidemment abordé dans le volume consacré à *L'institution préfectorale et les collectivités territoriales* qui, quoique publié à part pour d'évidentes raisons éditoriales, doit se lire dans la continuité des actes des deux premières journées du colloque.
- 3 Les questionnements initiaux des organisateurs justifient pleinement l'architecture du premier volume, *Brumaire dans l'histoire du lien politique et de l'État-Nation*, divisé en trois parties, un quatrième sous-ensemble consacré à la mémoire de l'événement à travers l'image et le cinéma et à une table-ronde sur « l'héritage » révolutionnaire des républiques directoriale et consulaire tenant lieu de conclusion, aussi ouverte que pertinente. La première partie, « Brumaire : la France à la recherche d'un nouvel ordre ? », en volume la plus importante (234 p., douze communications et trois rapports introductifs), apporte un éclairage essentiel, car elle inscrit le changement de régime dans la « moyenne » durée et, parce qu'en présentant une réflexion nouvelle sur l'économie et le social (M. de Oliveira, G. Gayot, Y. Bénot, mais aussi A. Forrest sur le cas bordelais ou É. Saunier sur Le Havre), elle ouvre à nouveau, de façon subtile, la problématique, naguère classique, de la « révolution bourgeoise ». En ce sens, on doit apprécier les analyses convaincantes de G. Gayot sur la « chaptalisation des institutions de l'industrie et du commerce » qui marque, sous le Consulat, une rupture avec la décennie révolutionnaire. Mais la création des Conseils, puis Chambres de commerce, n'est pas retour au colbertisme : pour tous ces audacieux « chefs de manufacture », elle est d'abord reconnaissance d'une place qu'ils estiment « naturelle » dans la nouvelle société. Quant aux « gens de travail », le ministre encourage les « mécaniques » détestées en instaurant, par le livret ouvrier, un strict contrôle social. Chaptal, selon les cas, « laisse dire », « fait faire », « laisse faire » : c'est le prix d'un « consentement » au régime.
- 4 Ces réflexions de G. Gayot n'enlèvent rien au « temps court » et à la reconnaissance d'un « moment » brumairien et à la réception de l'événement. Partis classiquement des relations ordre/désordres par une réévaluation sans complaisance de la République directoriale, les auteurs montrent les « dynamiques locales d'un coup d'État ». De

véritables effets d'écho existent entre les deux premières séries de communications qui présentent une France diverse, un Directoire parfois loin de la chronique d'une mort annoncée, un attentisme de fait, surtout, à l'image du plébiscite truqué de l'an VIII. Certes, l'instabilité de la République constitutionnelle installée en brumaire an IV est avérée, encore faut-il nuancer au cas par cas. Le régime est sans doute miné par le (ou les) brigandage(s) : l'exemple très riche du Nord et des départements réunis de Belgique et Rhénanie (X. Rousseaux) ne correspond cependant guère à la situation du Midi provençal (S. Clay), pas plus qu'au cas de l'Eure de la bande à Robillard (A. Goudeau). Brigandage de droit commun, exactions « royalistes », chouannerie : à ces troubles divers, mais parfois confondus, le pouvoir sait, tout de même, souvent énergiquement répondre. D'un autre côté, l'agitation des « néo-jacobins » (le désignant, réaffirmé par I. Woloch, peut être discuté comme le montrent les débats retranscrits, mais il me semble avoir une valeur heuristique que n'a pas, en l'an VII, le classique « républicains démocrates » d'Aulard) est présente, parfois active dans des lieux aussi divers que le Doubs, où rayonne la figure bien connue de Briot (D. Pingué), l'Aisne (L. Brassart), voire encore l'Eure (A. Goudeau), départements où les clivages politiques entre « réaction royale » et « anarchie » sont particulièrement perceptibles. Par ailleurs, dans certaines villes, métropoles comme Lyon et Bordeaux, ou Le Havre, l'histoire récente pèse lourdement, mais pèse-t-elle plus lourdement que les intérêts commerciaux, industriels ou financiers inscrits dans le plus long terme ? À Lyon, sans adhérer à la notion de « lyonnitude » déclinée par B. Benoît, on voit comment les élites sociales sont « ralliables » à Bonaparte, comme les négociants havrais représentés par la figure emblématique de J. Rialle (É. Saunier), « réacteur » notoire, mais surtout « nostalgique de l'Ancien Régime » dans un port enrichi par la traite négrière. Bordeaux offre, paradoxalement, un profil différent, mais A. Forrest prend garde de ne pas évoquer une « identité » locale liée, pourquoi pas, au climat cher à Montesquieu. La métropole portuaire, ville des Lumières, patriote et « modérée », reçoit la paix promise par Bonaparte avec placidité : vivant (assez bien) de la course depuis 1795, les affrontements politiques se jouent dans les théâtres et le Concordat importe peu à des élites pluri-confessionnelles. Finalement, malgré l'activité d'un Institut philanthropique, le royalisme, sans assise populaire, est largement contenu jusqu'en 1806. La rupture vient donc de la politique de blocus et l'accueil fait, en 1814, au duc d'Angoulême est moins le fait d'options politiques clairement définies, que du choix entre guerre et paix. Étrange destin d'une ville qui donna au bellicisme « brissotin » de 1791-1792 quelques-uns de ses plus brillants orateurs.

- 5 De l'appui direct fourni au coup de brumaire par les financiers, banquiers et manieurs d'argent, les communicants relativisent l'explication traditionnellement admise. M. de Oliveira (comme G. Gayot ou É. Saunier) montre que leur ralliement est finalement réservé jusqu'en 1802 et cesse lorsque s'affirme la politique économique impériale : on pourrait parler d'une brève rencontre, entre 1802 et 1808.
- 6 La deuxième partie du volume (130 p., huit communications introduites par B. Gainot et P. Boutry), traite de « La recomposition politique et culturelle », ou comment parvenir à la « légitimation du pouvoir ». On entre ici dans l'histoire des notions-concepts, des idéologies et des représentations. Nous connaissons depuis longtemps l'équivoque de brumaire et les illusions de cette journée de dupes (B. Gainot). Il n'empêche que le pouvoir bonapartien a duré cinq lustres et que son écho n'est tout de même pas mineur au XIX^e siècle, malgré la débâcle finale. Bonaparte et Sieyès, tout le monde le sait, se sont initialement appuyés sur le prédicat politique du « ni-ni », rabâché depuis l'an III.

Toutefois, et c'est le grand apport de D. McMahon, les « anti-philosophes » et les catholiques (ultramontains ?) convergent très tôt avec « l'idéologie autoritaire naissante de Napoléon » (p. 277). Il est vrai que les Idéologues, brillants mais remuants appuis brumairiens, se sont rapidement retrouvés au placard. Peut-on, avec D. Teyssie, parler de « malentendu » sur les moyens de terminer la Révolution, ou bien souligner l'habileté politique (voire politicienne) du Premier Consul ? Cette habileté apparaît de façon paradigmatique dans la communication de P. Marchand sur les distributions des prix de l'Ecole centrale de Lille dès 1796. Ces considérations rejoignent d'ailleurs les propos de P. Serna, développés plus loin. La « légende », le « mythe » du « sauveur » prennent racine dès la campagne d'Italie, non avec brumaire, ou la nostalgie des adieux de Fontainebleau, de Waterloo ou Sainte-Hélène. Dès 1798, Bonaparte est peint en chef de guerre au pont d'Arcole et le syntagme surdéterminé de « patrie » est habilement utilisé en l'an VIII (R. Monnier) : le jeu mémoriel est une arme essentielle de propagande que n'avait pas su (pas pu ?) utiliser le Directoire. En ce sens, c'est bien Marengo qui sacre révolutionnairement le Premier Consul.

- 7 Quant à la « consolidation du pouvoir personnel » (J.-O. Boudon, P. Serna, S. Bianchi et M. Crook), elle marque des ruptures essentielles constitutives de la France contemporaine. Elle se traduit par des élections « détachées de la représentation », l'invention (avant la lettre) du système plébiscitaire (un « coup d'État permanent » ?), la représentation du Premier Consul, « chef d'État catholique », « en majesté » dès 1802, avant même la tentative de « réincarnation » du pouvoir exécutif dans une « quatrième race ». *Patchwork* d'héritages comme le suggère P. Serna, ou innovations radicales ? On peut en discuter, puisque continuités et discontinuités ne s'opposent pas nécessairement, mais soulignent l'ambiguïté d'un régime reposant sur le mythe de « l'homme providentiel ».
- 8 Les ruptures avec la décennie révolutionnaire ne pouvaient que rejaillir sur les rapports entre autorité centrale, territoires et pouvoir local auxquels est consacrée la troisième partie du premier volume (123 p., 10 communications introduites par J.-P. Jessenne). La première interrogation porte sur la permanence des personnels politiques, symbolisée par les consuls Cambacérès, timide régicide, et Lebrun, conseiller de Maupeou. L'enquête menée dans le volume 25 doit être complétée par les communications de M. Biard, Ch. Le Bozec, É. Wauters et F. Burckard dans le volume 26, *L'institution préfectorale et les collectivités territoriales*.
- 9 E. Lemay souligne une notable continuité (sans jeu de mots) des députés du Tiers-État de 1789 aux hommes-clefs du régime post-brumairien. La démonstration est convaincante : sur 269 ex-constituants poursuivant une carrière, 148 occupent des fonctions administratives, parfois au plus haut niveau (Frochot, premier préfet de la Seine, ou Anson, l'un des rédacteurs de la Déclaration des droits de 1789, administrateur des hospices civils et président du Conseil général de la Seine en 1800), et 121 des fonctions judiciaires en accord avec leur formation professionnelle. À cette échelle, le propos de M. Biard va dans le même sens qui, étudiant « pérennité et remise en cause des commissaires de l'État », décompte 21 ex-conventionnels représentants en mission nommés préfets de l'an VIII à l'an X (dont Delacroix ou Thibaudeau) et nombre de sous-préfets ou conseillers de préfecture. Élargie à l'ensemble des conventionnels, cette participation au nouveau pouvoir est plus grande encore, même si les résistances sont non négligeables (Levasseur de la Sarthe ou Grégoire en témoignent). La trajectoire de Beugnot, premier préfet de Seine-Inférieure, ancien législateur, est elle

aussi exemplaire (Ch. Le Bozec). Toutefois, on me permettra de douter que Beugnot, sans doute très tôt en quête d'une stabilisation de la Révolution, soit un modèle de défenseur des « droits naturels » en servant Napoléon Bonaparte qui les bafoue ouvertement. Mais peu importe ici.

- 10 Dans cet entrelacement de la continuité et de la rupture, l'étude des notables du département de l'Eure (B. Bodinier) montre un retour, avec le Consulat, des anciennes élites de 1790, retour encore accentué en 1812. Il en va de même pour les maires de Seine-Inférieure nommés par Beugnot (J. Dunne). Notables ruraux ou « gens de passage », interroge notre collègue ? Par opposition au Var de J. George (et M. Agulhon), les premières années des maires de brumaire, choisis en concertation avec la Société d'Émulation de la Seine-Inférieure, sont calmes. En revanche, on ne s'étonnera pas d'observer une situation plus contrastée et difficile dans les départements conquis, celui de la Dyle par exemple (J. Logie). Si le préfet Pontécoulant, ex-conventionnel girondin et fructidorisé, est un « étranger » (originaire du Calvados), les sous-préfets sont des « locaux ». Toutefois, ces hommes du pouvoir central ont bien des difficultés à trouver maires et conseillers municipaux, les notables pressentis manifestant au mieux de l'indifférence, plus généralement de la méfiance. Le cas de la Dyle éclaire les problèmes rencontrés par d'Herbouville, préfet des Deux-Nèthes, pourtant choisi avec soin par Bonaparte, soucieux de la situation stratégique d'Anvers et d'un arrière-pays secoué par la révolte de l'an VII. Ce ci-devant noble, président du Directoire du département de Seine-Inférieure en 1790-1792, en comparant fréquemment ses fonctions à celles d'un intendant, rend compte des paradoxes du régime consulaire et impérial.
- 11 Ceci étant, malgré la quasi-extinction du système électif, le Consulat marque une « recommunalisation » du territoire, phénomène essentiel destiné à marquer en profondeur la vie politique française. Car c'est au niveau local que se mesurent vraiment et la clôture de la Révolution, et l'enracinement de conflits parfois perceptibles tout au long du XIX^e siècle. À partir de l'étude des municipalités vosgiennes, J.-P. Rothiot montre la renaissance de la vie politique au village après brumaire et le renouvellement des générations, témoignage de la constitution de micro-dynasties locales. De son côté, G. Fournier souligne, dans le Midi toulousain, que les nominations brumairiennes, destinées à éliminer les néo-jacobins, installent à la tête des municipalités des propriétaires fonciers, autrefois isolés des communautés traditionnelles : qui dit vie municipale ne dit pas démocratie municipale. De même, A. Jollet observe, à Amboise et dans deux cantons limitrophes, la formation de nouvelles élites et Poligarchisation des fonctions (mouvement, comme ailleurs, encore accentué à partir de 1806-1808), tandis que J. Horn mesure, dans l'Aube, la poussée de notables municipaux assurant le succès du nouveau régime sur fond « d'anémie politique ».
- 12 Dernier point, enfin. Le contrôle d'un territoire suppose sa connaissance. Les travaux de J.-C. Perrot et de M.-N. Bourguet ont, de longue date, mis en valeur l'apport des enquêtes et statistiques préfectorales. I. Laboulais-Lesage, étudiant les discours géographiques de la période, conclut que leur objet en est « le territoire du pouvoir, c'est-à-dire la nouvelle topographie de l'administration » (p. 567). Questions toujours actuelles, qu'illustrent la communication du géographe D. Retaillé (« l'ethnopolitique est une négation du politique », dit-il dans une belle formule, vol. 26, p. 119) et les réflexions du recteur Deyon sur l'organisation du territoire, de la départementalisation de 1790 aux lois de décentralisation de 1982. Je retiendrai, d'ailleurs, volontiers le

raccourci proposé par Pierre Deyon : « centraliser et décentraliser et placer sous la protection d'institutions représentatives l'unité de la nation » (p. 125). À méditer.

- 13 Nous voici apparemment loin de brumaire auquel il convient de revenir en conclusion, avec l'ensemble consacré à l'événement vu par les images et le cinéma, et la table-ronde qui clôt le volume 25. Introduites par P. Dupuy, les communications sur les représentations du coup d'État (S. Roy, J. Tulard, B. Bertheuil et C.-M. Bosséno) montrent d'abord la minceur du corpus, en particulier des sujets gravés entre 1800 et 1804. Il s'agit, alors, de montrer une continuité républicaine, malgré les poignards des Cinq Cents. Dans l'ordre des représentations, comme dans l'ordre politique pratique, c'est bien Marengo qui « fait » le Premier Consul. Au demeurant, si le mythe de l'homme providentiel a été exploité par de multiples courants esthétiques et/ou politiques, le coup de Brumaire n'apparaît guère, même dans l'œuvre palimpseste d'Abel Gance (C.-M. Bosséno), effacé par un héroïque avant et balayé par un grandiose et tragique après.
- 14 Il revient à la table-ronde introduite par J.-P. Bertaud et réunissant M. Belissa, J.-C. Martin, C. Mazauric, A. M. Rao et X. Rousseaux, de conclure le colloque. Brumaire n'est donc pas un « modèle » de « coup d'État » : y a-t-il, au demeurant, des « modèles » en la matière ? Les enjeux sont plutôt, comme le dit J.-C. Martin, dans les « brumaires locaux », dans la manipulation exemplaire de l'opinion publique et le besoin d'occuper un trône vide, dans la rencontre - parfois éphémère ou furtive - des aspirations élitaires et populaires (c'est un des legs du bonapartisme au XIX^e siècle) accompagnant un retrait désabusé de la politique, dans la défaite du droit naturel (la reprise de la traite et le rétablissement de l'esclavage en sont le paradigme) et du droit des gens (ce que confirme R. Tlili Sellaouti à propos du consulat de France à Tunis). D'ailleurs, renchérit M. Belissa, le Consulat est « le moment de l'effacement de la perspective cosmopolitique au profit d'une conception positive du droit international » (p. 623), ce qu'A. M. Rao confirme pour l'Italie : « il y a legs, il y a abandon, il y a surtout transformation » (p. 624).
- 15 Est-il besoin d'une autre conclusion sur cet ensemble de près de 800 pages, dont un « parcours iconographique » bien mené de 44 pages (volume 26) ? Le colloque international de Rouen est appelé à devenir un classique de l'historiographie, puisqu'il fait le point sur des recherches récentes et ouvre de larges perspectives de travail. Cette grande réussite demande qu'on en remercie les initiateurs, en particulier Jean-Pierre Jessenne, sans oublier tous ceux qui ont participé à la publication des *Actes*, à Rouen comme à Lille 3. Et, puisque auteurs et rapporteurs ont souvent souligné des tournants postérieurs, 1802, mais aussi 1806 ou 1808, pourquoi pas un nouveau colloque, sur la période impériale cette fois-ci ? On ne peut que le souhaiter.